

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 12 janvier 2016



Aujourd'hui, le douze janvier deux mille seize à 11h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES,
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR.

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés : Monsieur Charles PELANNE

OBJET : COMMUNICATIONS / SAGE Adour amont : Autorisation du Président à ester en justice

Exposé des motifs :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 22 juillet 2015 donnant délégation au Bureau pour les actions à intenter en justice au nom de l'Institution Adour,

Vu la délibération n° B 25/2015 prise le 22 octobre 2015,

Considérant qu'un recours en annulation contre l'arrêté inter-préfectoral portant approbation du SAGE Adour Amont a été introduit devant le Tribunal Administratif de Pau sous le numéro de requête 1502027.

Considérant l'accord du Bureau pour une intervention volontaire de l'Institution dans le contentieux précité,

Considérant qu'il importe d'autoriser Monsieur le Président à défendre les intérêts de l'établissement dans cette affaire,

Il vous est proposé :

- d'autoriser Monsieur le Président à ester dans les instances ci-dessus rappelées,
- de désigner le cabinet Droit Public Consultant, pour défendre l'Institution Adour dans cette affaire.

LE BUREAU

Après avoir délibéré,

DECIDE



Article 1

- D'autoriser Monsieur le Président à ester en justice auprès du Tribunal Administratif de Pau dans le contentieux contre l'arrêté inter-préfectoral portant approbation du SAGE Adour Amont
- De désigner le cabinet Droit Public Consultant pour défendre les intérêts de l'établissement public dans cette instance.

Article 2

- Cette délibération annule et remplace la délibération n° B25/2015 prise le 22 octobre 2015

Article 3

- Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 12 janvier 2016 à Mont de Marsan

Pour le Président,
La Vice-Présidente

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Christiane Autigeon'.

Christiane AUTIGEON

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.